



## Sans-abri et précaires en grand danger



C 'est l'enfer, j'ai l'impression de faire du social de brousse », déplore, Hélène, la quarantaine, qui travaille depuis dix ans dans le secteur social comme éducatrice spécialisée, et depuis plus de deux ans dans un centre d'hébergement d'urgence, sur un site de la Croix-Rouge dans le sud de la France. « Entre le manque de matériel de première nécessité, comme les gants, le savon, les gels, les masques, les produits d'entretien, puis les banques alimentaires qui doivent fermer faute d'approvisionnement, ou par manque de bénévoles souvent âgés de plus de 60 ans, nous vivons une situation surréaliste. Il faut sans cesse improviser. » Le site où elle travaille, un bâtiment vétuste, dispose de 36 places pour accueillir un public essentiellement féminin, avec ou sans enfants, fragilisé par un parcours de vie chaotique. Une vingtaine de places sont dédiées à l'hébergement d'urgence, pour des femmes parfois en situation irrégulière, les autres chambres sont occupées par des femmes victimes de violences conjugales.

Depuis que l'épidémie a gagné du terrain en France, les structures de la solidarité ont fait part de leur inquiétude pour les plus fragiles et alerté les pouvoirs publics. À l'échelle locale et nationale, elles sont sur le front et communiquent publiquement chaque jour, pour que les plus démunies ne soient pas les oubliées de la réponse sanitaire. Mais la rapidité avec laquelle évolue la crise pose aujourd'hui la question de la satisfaction des besoins vitaux, et demande une réorganisation dans l'urgence des différents services. Le virus exacerbe le malaise et le dysfonctionnement du système. Respecter les gestes barrières, les nouvelles règles de confinement, en vigueur depuis ce mardi 17 mars, suppose aussi par définition d'avoir a minima un lieu de repli à défaut d'avoir un « chez soi » décent.

### Une mobilisation accrue sans moyens humains, matériels et financiers

Les appels aux dons et aux bonnes volontés des structures associatives se multiplient. Les équipes du Samu social constatent la détresse des personnes les plus démunies qui s'est aggravée avec le confinement. Dans un communiqué publié le 18 mars sur son site, le Samu social rappelle que les distributions alimentaires se sont réduites de manière drastique.

Dans les rues, les personnes qui survivaient grâce à la manche ont perdu tout moyen de subsistance du fait de l'absence des passants, et dans les hôtels sociaux où sont hébergées les familles sans ressources financières, les maigres réserves alimentaires s'épuisent.

Si le 115 de Paris poursuit sa mission d'écoute et d'orientation, il lance un appel aux dons aux entreprises et aux particuliers. La BNP s'est engagée à leur donner 20 000 chèques-déjeuners. Même constat du côté de la Fondation Abbé-Pierre (FAP) et Emmaüs Solidarité, qui appellent également que la première urgence est de donner aux personnes les plus démunies la possibilité de se nourrir, le temps que les associations, en lien avec les pouvoirs publics, construisent des solutions plus pérennes.

« Les réseaux d'entraide d'accès aux droits habituels sont perturbés. Le virus a provoqué beaucoup de désorganisations dans l'approvisionnement et la distribution des denrées alimentaires, ainsi que dans l'accès à l'information des personnes sans abri, qui ont beaucoup de mal à comprendre ce qui se passe », explique Manuel Domergue, directeur des études de la FAP.

Dans une tribune publiée dans Le Monde du 17 mars, Nicolas Clément, responsable d'équipes d'accompagnement de familles à la rue au **Secours catholique**, s'inquiète :

La fermeture des lieux d'accueil et de distribution des repas et celle, probable, des marchés vont couper l'approvisionnement des personnes à la rue.

Des nouvelles organisations sont également nécessaires pour pallier la fermeture des établissements scolaires. Les structures ont en effet constaté une baisse de l'effectif des travailleurs sociaux et des bénévoles. La préfecture de l'Hérault a également appelé aux bonnes volontés pour continuer de distribuer des repas aux plus démunis. « Des collègues ont dû se mettre en arrêt pour garder leurs enfants, mais je ne cautionne pas le recours aux stagiaires non rémunérés dans une telle crise. Dans les hôpitaux et dans le secteur social, il faut mettre le fric nécessaire, il y a urgence ! » insiste Hélène, étonnée qu'on fasse de tels recrutements pour remédier au manque de personnel.

## Un confinement à géométrie variable

Le cœur du problème réside dans le confinement lui-même, qui nécessite de disposer d'un lieu décent où pouvoir se confiner. Sur ce site de la Croix Rouge, les femmes doivent partager à deux une chambre, pour ne pas dire une « cellule », de 7 m<sup>2</sup>. « Ici, le confinement est vécu comme un enfermement, ce qui ajoute de l'angoisse et des conflits à une crise déjà anxiogène. On est proche des situations vécues en milieu carcéral. » D'autres chambres à peine plus grandes sont réservées aux femmes avec enfants. Ici, ils sont sept, âgés de 3 à 9 ans, et doivent aussi composer avec le confinement, à laquelle s'ajoute la fracture numérique, qui rend impossible tout suivi scolaire à distance. Une petite cour bétonnée fait office de promenade, mais avec le confinement, le tour de rôle imposé reste compliqué et vecteur parfois de violence. « Heureusement, en ce moment, il n'y a pas de punaises de lit, ironise Hélène. Mais je suis obligée d'inspecter régulièrement les chambres de fond en comble, comme un maton. Il faut également surveiller que les locataires n'utilisent pas les prises électriques hors normes, pour cuisiner avec des plaques électriques, et risquer de déclencher un incendie. » Près 50 000 personnes vivent quotidiennement dans les hôtels sociaux. Pour elles, il faudra trouver des alternatives, pour que le confinement soit vivable, et éviter une mise en danger collective.

## Quelles solutions pour les confinés dehors ?

Les accueils de jour des personnes sans abri sont également impactés par la problématique du confinement. « Il faut savoir qu'un accueil de jour, c'est une équipe fragile de six personnes pour accueillir entre 100 et 150 personnes dans des petits espaces. Il suffit que deux personnes soient malades et c'est quasiment impossible d'ouvrir, ou dans de mauvaises conditions, sans pouvoir respecter les gestes barrières. Quand un accueil de jour ferme dans une ville, tout le monde se reporte sur l'autre centre », explique Manuel Domergue, de la FAP.

Le gouvernement a annoncé le 19 mars de nouvelles mesures pour la mise à l'abri des personnes sans domicile, comme la réquisition d'hôtels inoccupés ou la mise en place de centres pour isoler les personnes qui seraient contaminées. Aujourd'hui, des millions de mètres carrés qui appartiennent aux collectivités et à des entreprises privées sont vides, à commencer par les écoles et les gymnases. Il est envisagé d'utiliser ces bâtiments pour accueillir les sans-abri. Samedi 21 mars, le ministre du Logement Julien Denormandie a par ailleurs annoncé des nouvelles mesures d'accueil. 2 000 places supplémentaires d'hôtel, et l'ouverture de trois sites pour confiner les personnes qui seraient contaminées. « Si nous n'arrivons pas à négocier pour avoir davantage de chambres, il faut les réquisitionner. Les chambres d'hôtel individuelles restent la meilleure solution pour être confiné et pour l'approvisionnement de la nourriture. C'est beaucoup plus simple que d'occuper des gymnases. La plupart des hôtels en France sont vides, aujourd'hui », insiste Manuel Domergue. Et de préciser encore une fois que ce ne sont pas les surfaces qui

manquent, mais le personnel.

« Il faut vraiment que les collectivités et l'ensemble des pouvoirs publics se bougent, que les élus se prennent en main, sans attendre que la direction générale de la cohésion sociale (DGCS), en télétravail à Paris, leur trouve des solutions. »

La réquisition d'hôtels inoccupés permet une mise à l'abri rapide des personnes à la rue. Manuel Domergue évoque l'exemple de la ville de Metz, où une cinquantaine de personnes sont désormais hébergées. « Au total l'État débloque une enveloppe de 50 millions d'euros supplémentaires pour l'hébergement », a précisé le ministre. Une mobilisation du gouvernement saluée par Florent Guéguen, directeur général de la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS), qui réclame un « plan national ». En parallèle, le groupement national des chaînes hôtelières a également assuré, dans un communiqué, pouvoir mettre à disposition 500 hôtels, soit 20 000 chambres pour les SDF, le personnel soignant, les routiers ou les malades.

## Une politique d'empêchement

En France, plus de 200 000 personnes sont sans abri selon les dernières estimations des associations. À Paris, environ 3 500 personnes dorment dehors, selon le dernier recensement de la nuit de la solidarité du 30 janvier, même s'il y a un effort de mise à l'abri ces derniers jours. Plus de 1500 personnes ont pu être mises à l'abri via la réservation de chambres d'hôtel par le Samu social. À Aubervilliers, dans le nord-est parisien, près de 500 personnes survivent entassées sous des tentes, dans des conditions d'hygiène épouvantables. À Calais, près de 1 000 personnes épuisées, stressées, sont sous des tentes, dans des conditions insalubres et inhumaines. Malgré le confinement, les démantèlements des camps de personnes exilées se poursuivent, quotidiennement, sans aucune solution de relogement. Les effets personnels et le matériel restés dans le périmètre défini par les forces de l'ordre partent à la déchetterie.

« L'association la Vie active, mandatée par l'État pour la distribution des services de première nécessité, réfléchit à comment aménager la distribution des repas, alors que la priorité, c'est la mise à l'abri urgente des personnes », s'étonne Antoine Nehr, d'Utopia 56 à Calais. « Les services de cette association sont également impactés par le manque de personnel. Beaucoup de salariés ont exercé leur droit de retrait du travail. Il y a des jours où il n'y a pas d'accès à la nourriture. L'électricité est également coupée sur le campement, ce qui signifie plus d'accès aux informations actualisées des réseaux d'entraide, faute de pouvoir recharger les portables. Depuis quelques jours, nous avons de moins en moins d'appels et les personnes ne peuvent plus joindre le 15 en cas de soucis. L'accès aux soins est inexistant », témoigne Antoine. Même constat à Lille ou à Toulouse. Depuis deux semaines, les associations, dont l'Auberge des migrants, Utopia 56 et Salam, interpellent les pouvoirs publics pour demander en urgence des mesures à la hauteur de la « guerre sanitaire ».

Si le virus se propageait sur un des campements, les conséquences seraient dramatiques et le gouvernement en serait responsable. « Les mêmes solutions d'hébergement doivent être mises en œuvre et nous espérons que ce public ne passe pas après tout le monde, comme c'est souvent le cas, du fait de leur situation irrégulière, constate Manuel Domergue, et de poursuivre :

Avec le virus, toutes ces situations complexes et fragiles remontent à la surface, et aujourd'hui nous payons au prix fort l'échec de la politique menée depuis des années. L'absence de logement est déjà terrible en temps normal, mais aujourd'hui, c'est criminel !

« Le logement est devenu la défense de première ligne contre le coronavirus. Le logement a rarement été une question de vie ou de mort », a déclaré dans un communiqué du 18 mars Leilani Farha, rapporteuse spéciale des Nations unies sur le droit à un logement convenable. Selon elle, 1,8 milliard de personnes dans le monde sont sans-abri ou vivent dans des logements inadéquats.